



**NATIONS
UNIES**

HSP/EB.2025/22



ONU-HABITAT

**Programme
des Nations Unies pour
les établissements humains**

Distr. générale
11 septembre 2025

Français
Original : anglais

**Conseil exécutif du Programme des Nations Unies
pour les établissements humains
Troisième session de 2025
Nairobi, 25 et 26 novembre 2025
Point 8 de l'ordre du jour provisoire***

**Activités normatives et opérationnelles du Programme
des Nations Unies pour les établissements humains, y compris
la communication d'informations sur les activités relatives
aux programmes menées par le Programme des Nations Unies
pour les établissements humains et la mise en œuvre
des sous-programmes, des programmes phares et des activités
de coopération technique et l'action du Programme
dans les pays, les territoires et les régions touchés
par un conflit ou une catastrophe**

**Activités normatives et opérationnelles du Programme
des Nations Unies pour les établissements humains, y compris
un point sur les programmes de pays au Nigéria
et aux Philippines, sur la coopération avec les administrations
locales et régionales, sur les activités de prévention et de gestion
des crises urbaines, et sur les activités pour la période allant
de janvier à juin 2025**

Rapport de la Directrice exécutive

I. Introduction

1. Le présent rapport traite de la mise en œuvre des activités normatives et opérationnelles du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat). Il est structuré comme suit : les sections II et III fournissent des informations sur le soutien d'ONU-Habitat aux pays à revenu intermédiaire, comme l'illustrent ses programmes de pays pour le Nigéria et les Philippines. À travers ces deux exemples très différents, le rapport présente un large éventail de solutions normatives et opérationnelles intégrées, équilibrées et se renforçant mutuellement, répondant à des contextes et des défis variés. La section IV donne un aperçu des initiatives d'ONU-Habitat visant à faire progresser la coopération avec les autorités locales et régionales, et la section V fait le point sur le soutien apporté par ONU-Habitat dans les zones touchées par des conflits et des catastrophes, pour la période allant de janvier à juin 2025. Le présent rapport est accompagné du document HSP/EB.2025/INF/15, qui présente les activités menées au titre des sous-programmes pendant la période allant de janvier à juin 2025 ; du document HSP/EB.2025/INF/16, qui présente la stratégie de transition des programmes phares d'ONU-Habitat ; du document HSP/EB.2025/INF/17, sur les activités menées en Ukraine ;

* HSP/EB.2025/16.

du document HSP/EB.2025/INF/18 sur l'état d'avancement de l'élaboration des activités visant à reconstruire les établissements humains dans la bande de Gaza.

II. État d'avancement du programme de pays du Nigéria

2. Cette section du rapport fait le point sur les activités normatives et opérationnelles d'ONU-Habitat au Nigéria, un pays où la croissance démographique et l'urbanisation sont importantes. Elle met en évidence la manière dont le programme de pays du Nigéria aborde les défis urbains en associant le travail accompli au niveau des politiques (normatif) à la mise en œuvre de projets sur le terrain (opérationnel) pour diverses questions urbaines et ce en étroite collaboration avec les pouvoirs publics nationaux et locaux ainsi que d'autres partenaires.

A. ONU-Habitat au Nigéria : contexte et antécédents

3. Au Nigéria, la rapide croissance démographique et l'urbanisation ouvrent certes des perspectives mais posent aussi des difficultés. Avec plus de 206 millions d'habitant(e)s¹, un profil démographique jeune et un taux de croissance de la population urbaine de 4,7 % par an², le Nigéria devrait devenir le troisième pays le plus peuplé du monde d'ici 2050. Cette transformation urbaine rapide se heurte à des problèmes, notamment un important déficit de logements (estimé entre 16 et 18 millions³), un nombre croissant de personnes vivant dans des taudis (plus de 60 millions⁴) et une couverture limitée par l'administration foncière (moins de 5 % de l'ensemble des terrains sont officiellement enregistrés⁵). Ces problèmes ont été aggravés par un afflux dans les villes de personnes déplacées à l'intérieur du pays et dans les grandes aires métropolitaines comme Lagos, Ibadan et Kano, ce qui limite les capacités à fournir des services de base et à gérer efficacement la croissance urbaine.

4. L'action d'ONU-Habitat au Nigéria a commencé en 1994, et a été formalisée en 2003 par la signature d'un mémorandum d'accord avec le Gouvernement nigérian. Le mémorandum d'accord a porté création du Bureau d'appui au programme d'ONU-Habitat, dans le but de fournir une assistance technique et administrative pour une urbanisation durable. Cette relation, et son alignement sur les politiques nationales et internationales, a été essentielle pour permettre à ONU-Habitat de travailler efficacement dans le contexte d'un pays à revenu intermédiaire.

B. Activités normatives et opérationnelles dans le cadre du programme de pays du Nigéria

5. Dans le cadre du programme de pays d'ONU-Habitat au Nigéria, les orientations de politique générale sont utilisées pour guider les projets sur le terrain. Ensuite, les enseignements tirés de ces projets sont à leur tour utilisés pour affiner les recommandations en matière de politiques. Cette approche caractérise le travail d'ONU-Habitat au Nigéria, un pays à revenu intermédiaire où l'articulation entre les aspects normatifs et opérationnels est essentielle à la durabilité et à la reproductibilité.

1. Amélioration de la planification urbaine et régionale, de la mise en œuvre et du suivi

6. L'accent a été mis sur l'amélioration de la planification et de la gouvernance urbaines. Entre 2008 et 2020, ONU-Habitat a fourni une assistance technique pour l'élaboration de plans structurels sur 20 ans pour 20 villes de quatre états. Ce processus fortement participatif, auquel ont été associées les parties prenantes à tous les niveaux, a montré les résultats fructueux de la méthode de Profilage rapide du secteur urbain du point de vue de la durabilité. Les plans structurels définissent les lignes directrices relatives à la croissance et à la prise de décision futures. La mise au point de cette

¹ Nigéria, Commission nationale de la population, Nigeria Population Projections and Demographic Indicators: National and States (Abuja, 2020).

² ONU, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision*, ST/ESA/SER.A/420 (New York, 2019), p. 74.

³ Groupe de la Banque mondiale, *Nigeria: Developing Housing Finance* (Washington, D.C., 2016).

⁴ ONU-Habitat, « Proportion de la population urbaine vivant dans les ménages des bidonvilles par pays, 1990-2018 », Base de données des indicateurs urbains. Disponible à l'adresse suivante : <https://data.unhabitat.org/pages/datasets>.

⁵ Ahmed Musa Dangiwa, Ministre du logement et du développement urbain, déclaration lors d'un atelier de parties prenantes sur le programme national d'enregistrement, de documentation et de titrage des terres, Lagos, 12 août 2025.

méthode sur le terrain a contribué au renforcement des capacités locales et a permis aux communautés locales, aux collectivités et aux hauts responsables des états de prendre des décisions stratégiques éclairées. Cette approche reproductible s'est avérée être un outil robuste favorisant un développement coordonné.

7. La préparation d'un plan directeur pour la ville d'Aba, une plaque tournante du commerce confrontée à la prolifération des taudis, à la dégradation de l'environnement et à l'inadéquation des services de base, est un exemple récent d'élaboration de plans structurels. Ce plan directeur, finalisé en juillet 2025, sert de cadre global pour guider la croissance future de la ville : il s'attaque aux problèmes de la ville et offre une base pour mettre en valeur le potentiel de l'état lors de sommets économiques. La mise en place de tels instruments est une étape cruciale pour un pays à revenu intermédiaire comme le Nigéria, car ils constituent des outils solides, fondés sur des données probantes, qui peuvent attirer les investissements étrangers et étayer la prise de décisions stratégiques. Le plan directeur contribue également à l'amélioration des conditions de vie des citoyen(ne)s et du monde des affaires grâce à une participation multipartite.

8. En outre, un partenariat avec le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Global Future Cities Programme a permis d'élaborer des lignes directrices pour la rénovation urbaine à Lagos et un plan directeur pour la ville d'Abeokuta. Dans toutes ses activités à Lagos et Abeokuta, ONU-Habitat a appliqué l'outil d'évaluation de projet relatif aux objectifs de développement durable pour encourager l'inclusion sociale et la durabilité dans les projets opérationnels. Les forums de parties prenantes mis en place dans le cadre du Programme servent de modèle reproductible pour d'autres projets urbains et garantissent que les besoins des communautés touchées et des groupes défavorisés soient pris en compte aux différentes étapes d'un projet.

2. Amélioration de l'environnement urbain et renforcement de l'action climatique

9. Une activité normative de premier plan visant à renforcer l'action climatique et à améliorer l'environnement urbain a fait intervenir un projet, partiellement financé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et mis en œuvre de 2013 à 2016, axé sur l'intégration des mesures d'efficacité énergétique dans le Code national du bâtiment du Nigéria, ce qui a permis de mettre en place une politique fondatrice en matière de pratiques de construction durable. ONU-Habitat a fourni des orientations techniques de haut niveau qui ont eu des effets à l'échelle nationale.

10. Sur le plan opérationnel, ONU-Habitat a apporté son soutien à la mise en œuvre du programme de développement de l'État de Niger, qui comprenait la préparation d'une politique d'urbanisation de l'État et d'un plan d'urbanisme pour Minna, la capitale de l'État. Ces plans servent de cadre à de futurs projets, notamment à la construction d'une ville nouvelle intelligente près de Suleja pour remédier à la congestion urbaine.

11. Le programme « de l'eau pour les villes africaines » (2004-2008) a permis d'améliorer l'accès à l'eau des citoyen(ne)s pauvres de la ville de Jos. Il a non seulement permis d'étendre les services liés à l'utilisation de l'eau à 40 000 personnes et de réduire la part de l'eau non comptabilisée de 76 % à 54 %, mais il a également fourni de précieux enseignements. La documentation du projet a mis en évidence la nécessité d'une stratégie de l'eau validée à l'échelle de la ville. Le projet de trou de forage du marché de Bodija, qui s'est vu décerner en 2001 le Prix international de Doubaï pour les meilleures pratiques d'amélioration du cadre de vie, est un exemple de bonne pratique en matière de projet communautaire de gestion des déchets et de fourniture de services.

12. En ce qui concerne la gestion des crises, ONU-Habitat a mis en œuvre un projet de riposte à la maladie à coronavirus (COVID-19) et de relèvement résilient dans la zone qui relève de l'administration locale de Karu (État de Nasarawa) et dans l'État de Yobe. Cette activité opérationnelle a permis de fournir des sources d'eau d'urgence (six puits à moteur solaire) et des points de lavage des mains. Grâce à ce projet, ONU-Habitat a généré des connaissances normatives, telles que le profil urbain de Karu, un outil conçu pour faciliter la planification du développement sur la base d'éléments probants. Les programmes de formation destinés aux autorités locales ont apporté un renforcement des capacités fort utile et indispensable pour assurer la durabilité et la reproductibilité.

3. Prévention et gestion efficaces des crises urbaines

13. Au Nigéria, la forte augmentation du nombre de personnes ayant des besoins humanitaires, notamment en raison des déplacements forcés dans le nord-est du pays, a entraîné un afflux important de personnes déplacées dans les zones urbaines. Les interventions d'ONU-Habitat illustrent sa capacité à travailler à l'intersection des besoins en matière d'aide humanitaire et de développement,

renforçant ainsi le nexus humanitaire-développement-paix. Il s'agit d'un domaine d'intervention essentiel pour un pays à revenu intermédiaire comptant un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

14. Sur le plan normatif, ONU-Habitat, en partenariat avec le PNUD, entre autres entités du système des Nations Unies, élabore une stratégie d'aménagement du territoire pour le Sahel. Cette initiative régionale offrira un cadre complet pour renforcer la résilience des communautés dans sept pays, notamment au Nigéria, dans les États participants d'Adamawa, de Borno, de Kano et de Yobe. Elle présente un exemple du rôle que joue ONU-Habitat dans l'élaboration de stratégies reproductibles de haut niveau qui guident les activités opérationnelles, en s'appuyant sur une évaluation régionale de la résilience urbaine.

15. Sur le plan opérationnel, ONU-Habitat a renforcé la résilience des personnes déplacées à l'intérieur du pays grâce à divers projets, tels que celui relatif au relèvement socioéconomique durable de l'État d'Adamawa, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations. ONU-Habitat appliquera une approche à plusieurs échelles, intégrée et par zones pour relever les défis liés aux déplacements forcés, à l'insuffisance de la planification urbaine et à un accès limité aux services. Un programme conjoint financé par l'Union européenne, inauguré en janvier 2025, facilitera la mise en place de solutions durables grâce à l'intégration locale de personnes déplacées au sein du pays dans les zones urbaines et en voie d'urbanisation, avec une attention particulière portée aux femmes et aux enfants. Cette approche est un modèle précieux pour les pays à revenu intermédiaire confrontés à des défis similaires, car elle se concentre sur l'intégration durable et aborde des problématiques à long terme telles que les litiges fonciers et la relance économique. Les enseignements tirés serviront à élaborer des orientations normatives pour des crises similaires dans le monde entier.

C. Partenariats, collaborations et enseignements tirés

16. Le travail d'ONU-Habitat au Nigéria se caractérise par un engagement profond et soutenu en faveur des partenariats et des collaborations. Ses projets opérationnels reposent sur des relations solides avec un large éventail de parties prenantes.

1. Collaborations et partenariats

17. Le mémorandum d'accord avec le Gouvernement nigérian fournit le cadre général de toutes les activités d'ONU-Habitat dans le pays. Ce partenariat au niveau national est complété par des collaborations avec les administrations étatiques et locales, ce qui garantit ainsi l'intégration directe des orientations normatives d'ONU-Habitat dans les programmes de développement nationaux et infranationaux.

18. Les partenariats avec d'autres institutions des Nations Unies, telles que le PNUD et l'Organisation internationale pour les migrations, sont au cœur du travail d'ONU-Habitat, en particulier lorsqu'il s'agit de relever des défis complexes en matière d'aide humanitaire ou de développement. Le programme conjoint financé par l'Union européenne pour les populations déplacées (voir paragraphe 15 ci-dessus) et l'initiative régionale pour le Sahel (voir paragraphe 14 ci-dessus) sont des exemples parfaits de l'approche « Unité d'action des Nations Unies », qui tire parti des forces complémentaires des différentes entités du système pour obtenir des résultats plus efficaces et plus durables.

19. Les partenariats, y compris avec le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, ont permis l'élaboration d'outils normatifs, tels que l'outil d'évaluation des projets relatifs aux objectifs de développement durable, qui peuvent être utilisés dans des projets opérationnels au Nigéria et ailleurs. La collaboration avec la société civile, le secteur privé et le monde universitaire permet à ONU-Habitat de faire en sorte que ses travaux soient participatifs, associent toutes les parties prenantes et répondent aux besoins locaux, — comme en attestent le Sustainable Ibadan Project, le plan directeur de la ville d'Aba, plus récent, et d'autres projets.

2. Enseignements tirés et reproductibilité

20. L'expérience du Nigéria offre des enseignements qui peuvent renforcer les travaux normatifs d'ONU-Habitat au niveau mondial et éclairer ses activités opérationnelles futures, notamment grâce aux éléments suivants :

a) **Des compétences techniques associées à la participation locale** : il ressort des bons résultats offerts par la méthode du Profilage rapide du secteur urbain du point de vue de la durabilité et

par le plan directeur d'Aba que pour être efficaces, les cadres normatifs doivent être élaborés de manière très participative pour garantir l'adhésion et l'appropriation au niveau local ;

b) **Une approche axée sur des programmes plutôt que sur des projets individuels** : le projet visant à améliorer l'accès à l'eau à Jos a montré qu'il fallait une approche stratégique à l'échelle de la ville pour obtenir un impact durable et à grande échelle ;

c) **Des partenariats fondés sur le nexus humanitaire-développement** : les projets en faveur des populations déplacées montrent que les solutions durables nécessitent une planification et une coordination à long terme entre divers partenaires, allant au-delà du modèle de l'aide humanitaire ;

d) **Des outils normatifs permettant la mise à l'échelle des activités** : des outils tels que l'outil d'évaluation des projets relatifs aux objectifs de développement durable et le Profilage rapide du secteur urbain du point de vue de la durabilité sont des méthodes reproductibles dans différents contextes, qui permettant d'utiliser les projets opérationnels ayant fait leurs preuves comme modèles pour l'urbanisation durable.

D. Conclusions concernant l'état d'avancement du programme de pays du Nigéria

21. Le programme de pays d'ONU-Habitat au Nigéria est un bon exemple de la manière d'articuler efficacement les activités normatives et opérationnelles pour obtenir des résultats concrets dans un contexte de pays à revenu intermédiaire. Grâce à des cadres fondateurs en matière de politique générale, à des projets communautaires et à des partenariats, ONU-Habitat contribue au développement urbain durable au Nigéria. Les enseignements tirés de ces travaux continueront de façonner la stratégie mondiale d'ONU-Habitat et à renforcer la reproductibilité et la complémentarité de ses activités à travers le monde.

III. État d'avancement du programme de pays des Philippines

22. ONU-Habitat a commencé à fournir un soutien aux Philippines dans les années 1990 avec la formulation des *Directives locales de planification du logement*⁶, appliquées dans plusieurs villes du pays⁷. Depuis la création du programme de pays et la mise en place, en 2003, du bureau de pays, ONU-Habitat n'a cessé d'élargir la portée de ses activités, notamment des efforts de reconstruction et de relèvement. Au cours des dernières années, le soutien d'ONU-Habitat a porté sur les programmes de résilience aux changements climatiques ; le Nouveau Programme pour les villes des Philippines⁸ ; la territorialisation des objectifs de développement durable⁹ conformément au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2024-2028 ; le renforcement des réseaux et plateformes urbains ; le Forum urbain des Philippines de 2023¹⁰.

A. ONU-Habitat aux Philippines : contexte et historique

23. Les Philippines sont un pays archipelagique d'Asie du Sud-Est qui compte 7 641 îles. En 2020, la population philippine était estimée à 109 millions d'habitant(e)s et atteindrait les 114 millions en 2025 d'après les prévisions¹¹.

24. En 2020, on estimait que 58,9 millions de Philippin(e)s (soit 54 % de la population du pays) vivaient dans des zones urbaines. Le pays se classe au deuxième rang en termes de densité de population urbaine parmi les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique, et la métropole de Manille fait partie des 20 plus grandes agglomérations urbaines d'Asie.

⁶ Philippines, Conseil de coordination du logement et du développement urbain (2016). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unhabitat.org.ph/wp-content/uploads/2018/01/Local-Shelter-Planning-Manual-2016-Web-Edition.pdf>.

⁷ ONU-Habitat Philippines, « Silay, Butuan, Cagayan de Oro and Iligan cities respond to shelter challenges through their shelter plans », 28 septembre 2013.

⁸ Philippines, *Habitat III: The Philippine National Report – A New Urban Agenda* (octobre 2016). Disponible à l'adresse suivante : https://unhabitat.org/sites/default/files/documents/2019-05/national-report_philippines.pdf.

⁹ ONU-Habitat Philippines, « Surigao City firms up efforts to align initiatives with SDG targets », 26 juillet 2024.

¹⁰ Pour de plus amples informations, voir <https://unhabitat.org.ph/phuf2023/>.

¹¹ Institut philippin de statistique, « Philippine population is projected to be around 138.67 million by 2055 under scenario 2 », communiqué de presse, 31 janvier 2024. Disponible à l'adresse suivante : <https://psa.gov.ph/statistics/census/projected-population>.

25. Parallèlement à une croissance urbaine annuelle de 2,4 % entre 2015 et 2020¹², le paysage urbain a subi une transformation visible, caractérisée par une expansion spatiale, une densification et des systèmes urbains de plus en plus complexes.
26. L'urbanisation s'est développée parallèlement à la croissance économique, étant à la fois un produit et un facteur du développement du pays. Les villes se sont étendues au-delà des limites administratives traditionnelles, formant des corridors urbains contigus et des pôles d'activité économique.
27. Cette expansion urbaine essentiellement non coordonnée a compromis la prestation de services essentiels, tels que la gestion des déchets, le contrôle de la qualité de l'air et les transports¹³. Les implantations sauvages se sont répandues à travers la métropole, en particulier dans les endroits vulnérables sur le plan environnemental, tels que les berges et les estuaires, ainsi que sous les ponts. L'aménagement du territoire à l'échelle du pays, qui vise à améliorer la connectivité, la fourniture de services sociaux et la décongestion des villes, est encadré par la stratégie nationale d'aménagement du territoire.
28. Les localités urbaines connaissent encore des difficultés, notamment l'élimination des déchets solides, la gestion de la croissance urbaine, les risques de catastrophes et l'extrême vulnérabilité face aux changements climatiques¹⁴, la planification inadéquate des transports, les lacunes en matière d'infrastructures et de capacités budgétaires, ainsi que le manque d'accès à la propriété foncière et au logement.
29. Au niveau national, 1,4 million de ménages vivent dans des établissements informels, avec des matériaux de construction de qualité inférieure, un statut d'occupation précaire et un accès insuffisant aux services de base. Selon le Plan de développement des Philippines pour la période 2023-2028, le besoin total de logements pour la période 2017-2022 était estimé à 6,8 millions d'unités. Le retard en matière de logement se fait particulièrement sentir sur le segment des logements sociaux. La construction et la livraison de logements sociaux se heurtent à des goulets d'étranglement persistants, notamment en raison de financements limités et sous-utilisés¹⁵, du manque de terrains disponibles et de la longueur des procédures d'autorisation et d'approbation. Le parc immobilier existant est également vulnérable aux effets des catastrophes naturelles. Ces risques cumulés soulignent la nécessité urgente d'une réévaluation des critères d'implantation géographique des logements, des normes de conception et de l'intégration des espaces ouverts afin de réduire la vulnérabilité et d'améliorer les résultats en matière de santé et de qualité de vie.
30. Le Plan de développement des Philippines est le principal cadre de développement du Gouvernement. Il tient compte des 17 objectifs de développement durable en veillant à ce que les stratégies nationales soient alignées sur les engagements mondiaux en matière de développement. Sachant que la réalisation des objectifs de développement durable nécessite une approche globale mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics et de la société, les stratégies de mise en œuvre formulées dans le Plan de développement des Philippines et dans les plans sectoriels qui en découlent sont appliquées et harmonisées au niveau infranational, à travers des plans de développement régionaux et des plans de développement global élaborés par les collectivités locales. Plusieurs villes philippines prennent aujourd'hui l'initiative de défendre les objectifs de développement durable et ont adopté des mesures audacieuses pour les promouvoir et les réaliser au niveau local. Le Plan de développement des Philippines tient également compte de considérations relatives aux changements climatiques et les données sur les risques climatiques sont utilisées pour étayer les plans de développement et de gestion des ressources.
31. Pour favoriser un avenir urbain juste, il est essentiel de s'attaquer aux multiples obstacles qui entravent l'accès équitable aux ressources, aux services, aux perspectives et à la protection sociale, en particulier pour les groupes marginalisés et vulnérables, tels que les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les migrant(e)s. Les filets de sécurité sociale et les programmes ciblés mis en place par les pouvoirs publics ont joué un rôle crucial dans cet effort¹⁶.

¹² Institut philippin de statistique, *2020 Census of population and Housing: Report No. 4 - Urban Population* (juin 2022), p. xvi.

¹³ Voir Habitat III : *The Philippine National Report*, p. 1.

¹⁴ Dans l'Indice mondial de risque de 2023, les Philippines sont classées au premier rang des pays présentant le risque de catastrophe le plus élevé.

¹⁵ La National Housing Authority, l'organisme responsable de la production de logements, a annoncé un taux moyen d'utilisation du budget de seulement 61,38 % entre 2016 et 2022.

¹⁶ On citera notamment le programme [Pantawid Pamilyang Pilipino](#) (stratégie nationale de réduction de la pauvreté par la santé et l'éducation), le programme [JobStart Philippines](#) (aide à la transition des jeunes de

Les inégalités nationales ont diminué lentement au cours des vingt dernières années¹⁷ ; toutefois, l'emploi reste largement vulnérable aux crises et aux chocs¹⁸.

B. Activités normatives et opérationnelles dans le cadre du programme de pays aux Philippines

1. Reconstruction de logements après une catastrophe ou un conflit, reconstruction des communautés et sécurité d'occupation

32. ONU-Habitat a joué un rôle central dans la construction de logements après les catastrophes et dans la reconstruction des communautés à travers le pays, notamment après le passage du typhon Haiyan, en 2013¹⁹, et à la suite du conflit armé de Marawi, en 2017²⁰, avec un financement du Gouvernement japonais. Ces initiatives combinaient le relèvement opérationnel avec l'élaboration de politiques normatives et des méthodologies foncières innovantes.

33. À Marawi, les opérations de logement ont été accompagnées d'une publication en six volumes sur les domaines et processus thématiques²¹ et complétées par l'application du Modèle du domaine foncier social du Réseau mondial des instruments fonciers, qui est maintenant utilisé par les pouvoirs publics nationaux et locaux comme référence en matière de droits fonciers²².

34. Au lendemain du typhon Haiyan, en 2013, ONU-Habitat a aidé la municipalité de Tacloban²³ à élaborer le plan de relèvement et de réhabilitation de la ville, qui prévoyait des stratégies d'aménagement urbain répondant aux besoins d'urgence, de relèvement et de réhabilitation à long terme. Ce plan visait à loger la population dans des zones plus sûres, ce qui nécessitait l'expansion de la ville.

35. Actuellement, à Surigao City, ONU-Habitat dirige un projet novateur en matière de logement et de moyens de subsistance à la suite du passage du typhon Rai, en 2021, pour la communauté autochtone des Sama-Bajau, un peuple de la mer. Le projet, intitulé « Soutenir le relèvement bleu-vert, renforcer la résilience et promouvoir la croissance durable dans les villes et les communautés philippines grâce à des solutions fondées sur la nature et l'économie circulaire »²⁴, est soutenu par les administrations locales, le Département philippin des établissements humains et du développement urbain et les donateurs, sous la direction de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement. Il propose des pratiques innovantes en matière de logement et de terres pour garantir un régime de propriété maritime.

2. Renforcer la résilience climatique et urbaine

36. Depuis 2014, ONU-Habitat renforce les capacités nationales et locales en matière d'évaluation des vulnérabilités, de l'adaptation, des risques climatiques et des risques de catastrophe²⁵, en mettant

l'éducation à l'emploi), le programme [Tulong Pangkabuhayan para sa Ating Disadvantaged Workers](#) (emploi d'urgence pour les travailleurs déplacés, sous-employés et saisonniers), les transferts d'espèces non assortis de conditions et un programme universel de soins de santé.

¹⁷ Selon la Banque mondiale, le coefficient de Gini national des Philippines est passé de 47,7 en 2000 à 46,3 en 2009, 40,7 en 2021 et 39,3 en 2023 (Groupe de la Banque mondiale, « Gini index - Philippines ». Disponible à l'adresse suivante : <https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI?locations=PH>).

¹⁸ Selon l'enquête de 2018 sur le secteur informel menée par l'Institut philippin de statistique, le secteur informel emploie 38 % de la population active du pays.

¹⁹ ONU-Habitat, « Post Haiyan shelter projects wraps with 660 families getting resilient houses and households strengthen against disaster », 2 juillet 2015.

²⁰ ONU-Habitat Philippines, « Rebuilding Marawi through community-driven shelter and livelihood ». Disponible à l'adresse suivante : <https://unhabitat.org.ph/rebuilding-marawi/>

²¹ Disponible à l'adresse suivante : <https://unhabitat.org.ph/knowledge-hub/rebuilding-marawi-vol-1-peoples-process-in-rebuilding-lives/>.

²² ONU-Habitat Philippines, « Building government's capacity in participatory community mapping through STDM in post-war Marawi permanent resettlements », 12 août 2021.

²³ ONU-Habitat Philippines, « Public launch of #PlanTacloban: Tacloban's proposed recovery and rehabilitation plan », 31 mars 2014.

²⁴ Pour de plus amples informations, voir <https://unhabitat.org.ph/rsg-thru-nbsce/>.

²⁵ ONU-Habitat Philippines, « UN-Habitat's vulnerability and adaptation assessment helps shape climate and disaster risk assessments in Tacloban and Guiuan », 8 septembre 2014.

au point des outils tels que l'outil de diagnostic des risques climatiques au niveau provincial²⁶ et l'outil de planification urbaine et de conception pour la résilience climatique à l'intention des autorités locales²⁷.

37. L'outil de diagnostic des risques climatiques au niveau provincial fournit des données et des analyses permettant une planification, une prise de décision et une programmation des investissements fondées sur les risques. Il appuie les travaux du programme national de résilience face aux risques, dirigé par le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles. L'outil a été utilisé à titre expérimental dans les provinces de Bukidnon et de Leyte du Sud, et a été appliqué dans les provinces d'Iloilo²⁸ et de Samar du Nord pour aider à l'élaboration des plans provinciaux de développement et d'aménagement du territoire. Huit autres provinces sont en train d'élaborer ou de mettre à jour leurs plans à l'aide des informations fournies par l'outil.

38. À l'appui du plan d'action national en matière de changements climatiques et des contributions prévues déterminées au niveau national, le projet Building Climate Resiliency through Urban Plans and Design (Renforcer la résilience aux changements climatiques par la planification et la conception de l'espace urbain) a permis de tenir compte des principes de résilience et de renforcer les capacités des administrations nationales et infranationales à gérer la croissance urbaine et la relance verte. Il est venu compléter les lignes directrices existantes en matière de planification et a permis de mettre au point des supports de connaissances, tels que le cadre pour des établissements humains résilients et verts et l'outil de planification et d'aménagement urbains pour la résilience climatique. Sa mise en œuvre dans différentes villes est documentée²⁹ et la documentation est diffusée par des plateformes locales et internationales³⁰.

39. Parmi les autres initiatives en matière de climat, on citera un projet intitulé « Strengthening institutions and empowering localities against disasters and climate change in the Philippines » (Renforcement des institutions et autonomisation des localités contre les catastrophes et les changements climatiques aux Philippines), connu sous le nom de « SHIELD », et un autre intitulé « Transformative actions for climate and ecological protection and development » (actions transformatrices pour la protection et le développement climatique et écologique), ou « TRANSCEND ». Les partenaires gouvernementaux sont membres des comités de pilotage de ces projets. Le projet SHIELD renforce la planification fondée sur les risques et le financement de la résilience dans les provinces, notamment dans la Région autonome bangsamoro en Mindanao musulmane, où ONU-Habitat a soutenu l'élaboration du cadre d'aménagement du territoire de Bangsamoro³¹.

40. Financé par l'Initiative internationale pour le climat par l'intermédiaire du Ministère fédéral allemand des affaires économiques et de l'action pour le climat, le projet TRANSCEND, qui couvre la période 2023-2029, aidera le Gouvernement philippin à accélérer la mise en œuvre intégrée, transparente et responsable des politiques relatives aux changements climatiques et à la biodiversité à plusieurs niveaux.

3. Amélioration de la gestion des déchets solides et réduction des déchets plastiques présents dans le milieu marin

41. Les Philippines comptent parmi les principaux contributeurs mondiaux à la pollution plastique en milieu marin, principalement en raison d'une gestion inadéquate des déchets solides. ONU-Habitat a mis en œuvre l'Initiative pour des océans sains et des villes propres en utilisant l'outil mondial Waste Wise Cities d'ONU-Habitat et en l'adaptant au système et au contexte existants aux Philippines. Le projet a soutenu six villes pilotes (Cagayan de Oro, Calapan, Davao, Legazpi, Manille et Ormoc)

²⁶ Élaboré en partenariat avec le Ministère philippin de l'environnement et des ressources naturelles et financé par la Banque mondiale dans le cadre de la composante « Accélérer l'investissement climatique aux Philippines » du programme de résilience aux risques. Disponible à l'adresse suivante : <https://unhabitat.org.ph/knowledge-hub/short-note-on-recommendations-for-the-use-of-the-provincial-climate-risk-diagnostics-pcrd-in-planning/>.

²⁷ Disponible à l'adresse suivante : <https://unhabitat.org.ph/knowledge-hub/urban-planning-and-design-for-climate-resilience-a-reference-tool-for-local-governments-and-planning-actors-in-the-philippines/>.

²⁸ ONU-Habitat Philippines, « Iloilo Province boosts climate risk analytics in training with ONU-Habitat », 10 août 2023.

²⁹ ONU-Habitat Philippines, « Path to climate resiliency: case studies of cities in the Philippines », support de connaissances, 27 juin 2022.

³⁰ ONU-Habitat Philippines, « PH climate resilient urban plans and designs featured in global conference », 13 juillet 2022.

³¹ ONU-Habitat Philippines, « Charting a resilient Bangsamoro region: spatial development framework gets BEDC nod, BARMM parliament approval awaits », 28 juin 2024.

dans l'élaboration de leurs plans d'action municipaux respectifs pour les déchets marins, qui sont actuellement mis en œuvre. Un guide national a été élaboré pour soutenir l'adaptation au niveau local du plan d'action national relatif aux déchets marins dans d'autres villes du pays³². D'autres outils ont été adoptés par le Ministère de l'éducation qui va les intégrer aux programmes scolaires nationaux³³. Le Gouvernement a officiellement salué l'initiative d'ONU-Habitat³⁴.

4. Territorialiser les objectifs de développement durable et renforcer les plateformes d'action collaborative

42. ONU-Habitat a été pionnier dans la territorialisation des objectifs de développement durable aux Philippines, en mettant en œuvre le projet de territorialisation des objectifs dans le cadre du sous-fonds du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et en tirant parti des examens locaux volontaires. La ville de Surigao a amélioré la trajectoire de son développement grâce à la préparation de son premier examen local volontaire. Inspirée par l'exemple de sa capitale, la province de Surigao del Norte se prépare actuellement à son examen local volontaire au niveau provincial, qui sera le premier du pays. Dans la région de Caraga (région 13), l'élaboration d'examens locaux volontaires provinciaux pour les cinq provinces a été officiellement approuvée. Dans le cadre du programme Localize to Realize³⁵, les groupes autochtones et les habitant(e)s d'établissements informels disposent d'une plate-forme pour participer à une planification et une programmation inclusives fondées sur des objectifs, adaptées à leurs besoins.

43. Enfin, en 2023, le Gouvernement philippin et ONU-Habitat ont assuré le bon déroulement du Forum urbain des Philippines, qui a réuni plus de 1 300 participant(e)s. Le forum a redynamisé les réseaux et les partenariats entre les parties prenantes urbaines, qui ont échangé des vues sur les problèmes urbains urgents à traiter et ont exprimé leur détermination à le faire dans la Déclaration urbaine de Manille d'engagement et de soutien à l'urbanisation durable et ouverte.

IV. Faire progresser la coopération avec les administrations locales et régionales : tendances et innovations

44. La présente section donne un aperçu de la collaboration d'ONU-Habitat avec des administrations locales et régionales, en présentant plusieurs de ses initiatives normatives et opérationnelles. Celles-ci sont complémentaires, se renforcent mutuellement et reposent sur plusieurs mandats, notamment la résolution 2/6 de l'Assemblée du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, relative à la territorialisation des objectifs de développement durable.

A. Contexte mondial et collaboration avec les administrations locales et régionales

45. *L'édition de 2025 du Rapport sur les objectifs de développement durable* révèle des perspectives inquiétantes, avec près de la moitié de toutes les cibles associées aux objectifs progressant trop lentement, 18 % régressant et deux tiers des objectifs risquant désormais de ne pas être atteints³⁶. Alors qu'il ne reste que cinq ans pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le monde fait face à une urgence mondiale en matière de développement, sur fond de pressions sans précédent sur le multilatéralisme.

46. Dans ce contexte, le rôle des administrations locales et régionales est devenu essentiel. La réalisation du Programme 2030 ne saurait progresser sans qu'elles ne prennent les rênes dans la prise de décision et la mise en œuvre. Cela fait longtemps que les autorités locales et régionales participent aux processus des Nations Unies, mais leur rôle a récemment gagné en reconnaissance, parallèlement

³² Disponible à l'adresse suivante : <https://unhabitat.org.ph/knowledge-hub/localizing-marine-litter-actions-an-experience-based-guide-for-city-or-municipal-level-localization-of-the-philippines-national-plan-of-action-on-marine-litter/>.

³³ Voir, par exemple, <https://unhabitat.org.ph/knowledge-hub/hocci-marine-litter-learning-kit/>.

³⁴ ONU-Habitat Philippines, « UN-Habitat recognized as one of DENR's environmental sustainability champions », 14 février 2025.

³⁵ Financé par le Fonds commun pour les objectifs de développement durable et mis en œuvre conjointement par ONU-Habitat et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) sous les auspices du Bureau du coordonnateur résident. Pour de plus amples informations, voir <https://philippines.un.org/en/299335-surigao-city-achieves-breakthroughs-sdg-localization-through-un-implemented-joint-programme>.

³⁶ Nations Unies (New York, 2025), p. 2 et 3.

à la mise en place d'un nombre croissant de mécanismes et de processus visant à officialiser leurs contributions.

47. Au sein du système des Nations Unies, ONU-Habitat est fort d'une longue expérience de la collaboration avec les administrations locales et régionales en vue de fournir un soutien technique, mener des recherches de pointe, renforcer les capacités, consolider la gouvernance à plusieurs niveaux et faire entendre les voix locales dans les forums mondiaux et les forums dirigés par Nations Unies. Ces efforts restent une priorité dans le cadre du plan stratégique d'ONU-Habitat pour la période 2026-2029 (HSP/HA.2/13/Rev.1), dans lequel la territorialisation des objectifs de développement durable et la gouvernance participative à plusieurs niveaux sont présentées comme des moyens essentiels pour assurer l'accès universel à un logement adéquat, une gestion foncière efficace et des services urbains de base équitables pour tou(te)s. La coopération entre ONU-Habitat et les administrations locales et régionales est au cœur de ces priorités, notamment en ce qui concerne la conception et la mise en œuvre de politiques spécifiques au contexte et la fourniture de services de base aux communautés locales.

48. La réalisation des objectifs de développement durable par les autorités locales et régionales s'est accélérée, comme en témoigne l'augmentation rapide et récente du nombre d'examens locaux volontaires et d'examens infranationaux volontaires, dont le nombre dépasse aujourd'hui 400. Ces examens sont devenus des processus essentiels pour la planification à long terme, axée sur l'action, permettant d'identifier les lacunes, de relever les défis et de proposer des solutions. Leur complémentarité avec les examens nationaux volontaires a également constitué un point de départ précieux pour le renforcement de la gouvernance à plusieurs niveaux. ONU-Habitat a activement soutenu les municipalités dans l'élaboration d'examens locaux volontaires, fait connaître leurs expériences dans des forums mondiaux et intergouvernementaux, et fourni des plateformes pour l'apprentissage entre pairs et la coopération de ville à ville.³⁷

49. Néanmoins, malgré la participation accrue des administrations locales et régionales à la réalisation des objectifs et la reconnaissance mondiale croissante de l'importance de leur rôle, plusieurs lacunes continuent d'entraver les progrès. Le manque persistant de données et de connaissances, en particulier de données ventilées et territorialisées, fait obstacle à la compréhension de la complexité des défis urbains et limite les efforts de suivi et d'évaluation de l'efficacité des mesures et interventions fondées sur des politiques. Le décalage entre les politiques nationales et locales crée un manque de cohérence et des disparités dans la prise de décision, ce qui limite, globalement, les résultats des activités en faveur du développement durable. Une mise en œuvre carencée en raison de capacités locales limitées et de financements insuffisants continue de fragiliser les résultats tant au niveau local que national.

50. Pour combler ces écarts, il faut renforcer le rôle des administrations locales et régionales. Les administrations locales qui ont les moyens d'investir dans le renforcement des capacités, l'efficacité institutionnelle, les infrastructures et les partenariats avec la société civile peuvent assurer une prestation de services continue et de qualité à tou(te)s leurs usager(ère)s.

B. Innovations d'ONU-Habitat en matière de coopération avec les administrations locales et régionales

51. ONU-Habitat s'emploie à réduire les écarts susmentionnés au moyen d'initiatives normatives et opérationnelles dans des contextes mondiaux, nationaux et locaux. Comme détaillé ci-dessous, ces initiatives visent à favoriser la participation efficace des administrations locales et régionales aux processus mondiaux, à renforcer les capacités, à élargir les solutions de financement, à concevoir des politiques et des stratégies efficaces, à améliorer les données contextualisées et à réaliser des projets locaux transformateurs.

1. Coopération, sensibilisation et renforcement des capacités à l'échelle du système des Nations Unies

52. Par l'intermédiaire de la coalition Local2030, ONU-Habitat a soutenu la participation des collectivités locales et régionales aux processus des Nations Unies, notamment en matière de sensibilisation et de renforcement des capacités. La coalition sert de plate-forme à l'échelle du système des Nations Unies pour la territorialisation du Programme 2030. Coprésidée de manière permanente par ONU-Habitat, la coalition comprend 14 entités des Nations Unies et cinq parties prenantes et est épaulée par son secrétariat basé à Bilbao, en Espagne. Dans le cadre de ses trois axes de travail

³⁷ Pour de plus amples informations, voir le registre d'examen local volontaire d'ONU-Habitat, disponible à l'adresse suivante : <https://sdglocalization.org/voluntary-local-reviews-page>.

(plaidoyer, action et suivi) la coalition a assuré une participation active et continue aux principaux processus mondiaux, reflétant l'engagement d'ONU-Habitat à intégrer la dimension territoriale depuis les étapes de préparation et de négociation jusqu'aux résultats finaux des décisions et des programmes majeurs. Cette approche a été démontrée par l'initiative de dialogue intitulée « Road to Seville: The local way » en amont de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue en juin 2025. L'initiative a mobilisé plus de 1 000 participant(e)s à l'occasion de 30 ateliers locaux, nationaux et régionaux à travers le monde, organisés par plus de 20 entités onusiennes et non onusiennes. Des politiques financières et des initiatives territoriales innovantes, menées au niveau local et visant à mettre en œuvre les priorités de la Conférence ont été présentées, illustrant le rôle clé que jouent les administrations locales et régionales dans le financement du développement.

53. La coalition a également facilité l'élaboration de « l'offre de Bilbao », un ensemble complet de mesures de renforcement des capacités multiniveaux et multipartite, conçu par une équipe spéciale interinstitutions composée du Département des affaires économiques et sociales, du Bureau de la coordination des activités de développement et la coalition Local2030. Ce train de mesures vise à renforcer les capacités au sein du système des Nations Unies et au-delà, afin de rendre opérationnelle la territorialisation comme moyen de progresser dans la réalisation des objectifs sur le terrain.

54. En outre, la coalition collabore avec deux groupes de travail interinstitutions : le premier portant sur la territorialisation des six transitions des objectifs de développement durable, dirigé par le Département des affaires économiques et sociales, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail et ONU-Habitat ; le second sur le financement des six transitions au niveau local, dirigé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le PNUD. Les deux groupes de travail ont été créés en 2024 pour tirer parti de l'expertise de l'ensemble du système des Nations Unies afin de produire des notes d'orientation applicables et de favoriser les initiatives de renforcement des capacités.

2. Comblent les déficits de financement au niveau local

55. La coalition Local2030 a également facilité le pilotage et la mise à l'échelle de solutions de financement du développement durable. En avril 2025, le Bilbao Local Finance Design Sprint, co-organisé par le Fonds conjoint pour les objectifs de développement durable, a réuni des entités des Nations Unies, des autorités locales, des pouvoirs publics nationaux, des organisations de la société civile et des entités du secteur privé pour co-concevoir des solutions de financement local pour la transformation des systèmes alimentaires. Un total de 24 millions de dollars devrait être alloué à ces solutions, ce qui devrait permettre de mobiliser entre trois et huit fois ce montant en ressources supplémentaires.

56. En outre, deux outils novateurs ont été conçus pour canaliser les financements du développement de manière à ce qu'ils puissent avoir un impact local : le marqueur de territorialisation des objectifs de développement durable et le plan de Bilbao. Le marqueur de territorialisation des objectifs de développement durable a été lancé en 2024 par la coalition Local2030 et le Fonds commun pour les objectifs de développement durable, avec le soutien du Gouvernement espagnol, et vise à garantir que les projets donnent effectivement la priorité aux efforts de territorialisation. Il utilise des critères tels que la participation des parties prenantes locales, l'alignement sur les priorités locales, la gouvernance à plusieurs niveaux, l'inclusion de mécanismes de financement locaux et le renforcement des capacités.

57. Le plan de Bilbao, élaboré par la coalition, le Fonds conjoint pour les objectifs de développement durable et le Gouvernement basque, est un outil stratégique et concret conçu pour compléter le marqueur. Il aide les équipes de pays des Nations Unies, les gouvernements et les parties prenantes à intégrer le financement infranational dans les stratégies de développement durable, de la conception des politiques à leur mise en œuvre. Il fournit des orientations pratiques sur les points suivants : a) l'identification des besoins de financement locaux alignés sur les ODD et les six transitions ; b) la mobilisation de financements publics, privés et mixtes pour les priorités locales ; c) le renforcement des environnements favorables grâce à l'amélioration de la gouvernance, des cadres réglementaires et du renforcement des capacités ; d) la promotion d'instruments financiers innovants tels que les obligations vertes municipales et le financement coopératif.

58. En outre, ONU-Habitat conçoit et met en œuvre des projets de ville à ville dans lesquels, grâce à des partenariats et à une collaboration, une ville « mentor » peut fournir des ressources financières et des connaissances directes à une ville « mentorée », contribuant ainsi à combler les lacunes locales spécifiques en matière de finances et de capacités ; ONU-Habitat peut agir en tant que partenaire de coopération et expert technique. Dans le cadre de cette approche, la ville de Zurich (Suisse) finance un

programme de coopération de ville à ville pour la période 2024-2029 avec Freetown (Sierra Leone) pour soutenir la régénération durable du quartier des affaires du centre de la ville, tout en renforçant les connaissances et les capacités institutionnelles.

3. Opérationnalisation au niveau national

59. ONU-Habitat facilite la traduction des efforts nationaux en matière de développement durable en mesures applicables et en changements transformateurs au niveau national. Intégrée à la coalition Local2030 et soutenue par le Ministère italien de l'environnement et de la sécurité énergétique, la Plateforme des partenariats sur la territorialisation des objectifs de développement durable³⁸ contribue à opérationnaliser les principes et les outils de la coalition, notamment le plan de Bilbao et le marqueur de territorialisation des objectifs de développement durable, en soutenant la conception de cadres nationaux de territorialisation des objectifs de développement durable et la recherche de projets à fort impact.

60. Les cadres nationaux de territorialisation des objectifs de développement durable aident les pouvoirs publics nationaux à créer des systèmes efficaces de gouvernance à plusieurs niveaux, ancrés dans la cohérence des politiques et le renforcement des capacités, transformant ainsi les stratégies nationales en changements majeurs et systémiques pour les communautés locales. L'élaboration de ces cadres est complétée par un soutien adapté aux administrations locales et aux parties prenantes, axé sur les données, la planification et l'investissement, conformément à l'approche des Villes motrices pour les objectifs de développement durable (voir paragraphes 63 à 67 ci-dessous). Ces cadres permettent de trouver et de financer des projets à fort impact au niveau local, au bénéfice des communautés.

61. Le Sénégal et la Tunisie sont des pays pionniers qui testent les cadres et les font progresser, en étroite coopération avec les organismes partenaires au niveau national. Au niveau local, des initiatives à fort impact sont en cours d'étude pour les villes de Kélibia, Sened et Sejnane, en Tunisie, et pour Saint-Louis, Pikine et Ziguinchor, au Sénégal. Les cadres de territorialisation sénégalais et tunisien seront ancrés dans leurs cadres de développement nationaux respectifs et dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

62. En outre, sous l'égide de la collaboration et des processus mondiaux menés par la coalition Local2030, la Plateforme des partenariats offre des possibilités de développement des connaissances, d'échanges techniques et d'apprentissage par les pairs. Lors de l'édition 2025 du forum politique de haut niveau pour le développement durable, la Plateforme des partenariats a organisé deux manifestations clés, accueillies par l'Italie : sa réunion annuelle pour 2025 ainsi qu'une manifestation de haut niveau, au cours de laquelle les représentant(e)s de 15 États ont réaffirmé leur engagement à améliorer et à renforcer les systèmes de gouvernance à multiniveaux par l'intermédiaire de la Plateforme.

4. Mettre en œuvre les transformations au niveau local

63. La collaboration d'ONU-Habitat avec les administrations locales et régionales prend également la forme d'un soutien au niveau local, notamment des initiatives qui facilitent la coopération de ville à ville et produisent des données, des stratégies et des résultats axés sur l'action. Grâce à son programme phare Villes motrices pour les objectifs de développement durable, ONU-Habitat offre un soutien adaptable localement pour les diagnostics, la planification et les programmes d'investissement afin d'aider les villes à traduire les objectifs mondiaux en stratégies transformatrices locales. Axée sur les partenaires et les résultats, cette initiative a déjà soutenu 104 villes dans 40 pays.

64. Pour tirer parti des compétences acquises à la faveur de cette initiative et créer un espace de coopération continue de ville à ville, ONU-Habitat a lancé la Communauté mondiale des Villes motrices pour les objectifs de développement durable³⁹. Grâce à des bulletins mensuels, des dialogues thématiques en ligne (par exemple sur le logement ou les services de base) et des conférences mondiales, telles que la conférence mondiale des Villes motrices pour les objectifs de développement durable, qui s'est tenue à Shanghai (Chine), en 2023, la Communauté mondiale des Villes motrices pour les objectifs de développement durable offre des opportunités d'apprentissage par les pairs et de renforcement des partenariats.

³⁸ Pour de plus amples informations, voir <https://sdglocalization.org/partnership-platform> et <https://www.mase.gov.it/portale/web/guest/partnership-platform-on-localizing-the-sdgs-1>.

³⁹ Pour de plus amples renseignements, voir : <https://www.sdg-cities.org/stories/articles/sdg-cities-global-community-launch-building-bridges-for-the-sustainable-development-goals>.

65. Dans plusieurs pays, dont le Portugal et le Népal, la réussite de la mise en œuvre du programme des Villes motrices pour les objectifs de développement durable au niveau municipal a incité des gouvernements à élaborer des initiatives similaires afin d'intégrer des éléments clés de la méthode du programme dans des cadres nationaux.
66. L'approche des Villes motrices pour les objectifs de développement durable est également appliquée au sport en tant que levier du développement urbain durable, en collaboration avec le Comité international olympique, et aux administrations régionales, en collaboration avec Regions4 Sustainable Development.
67. En outre, grâce à son initiative Qualité de vie, ONU-Habitat offre un soutien aux niveaux infranational et municipal spécialement conçu pour mesurer et améliorer la qualité de vie dans les villes. Lancée en 2023 et financée par l'Arabie saoudite, l'initiative a déjà été rejointe par plus de 69 villes dans 39 pays et s'étend progressivement à plus de 100 villes. Cette initiative, unique en son genre parmi les activités d'ONU-Habitat en matière de données, d'innovations et de politiques, intègre les cadres existants, tels que les cibles associées aux objectifs, le Cadre mondial de suivi des zones urbaines et le Nouveau Programme pour les villes, avec des indicateurs locaux qui tiennent compte des expériences et des perceptions vécues spécifiques, grâce à une nouvelle approche centrée sur les personnes. Comme elles forment un cadre à échelle modulable, les évaluations de l'indice de qualité de vie peuvent être inscrites dans des initiatives plus larges de soutien aux projets pour étayer les décisions en matière de politiques et d'investissement fondées sur des données probantes. Ce cadre peut, par exemple, être intégré aux projets des Villes motrices pour le développement durable ou aligné sur ces projets et peut également être aligné sur la production d'examen locaux volontaires orientés vers l'action, de recommandations en matière de politiques et de plans de projet ou mener à cette production.
68. Au-delà des initiatives susmentionnées, la coopération avec les administrations locales et régionales est au cœur de nombreux autres programmes et projets d'ONU-Habitat. Par exemple, le Programme mondial pour la résilience des villes aide les administrations locales à rendre les zones urbaines plus sûres et plus résistantes aux chocs, y compris ceux dus au climat. La Cities Investment Facility (plateforme d'investissement pour les villes) travaille avec les autorités municipales et les propriétaires de capitaux privés pour trouver et préparer des projets d'infrastructure à fort impact pour l'investissement. S'agissant de l'appui spécifique en matière de données, ONU-Habitat aide au renforcement des capacités d'application de méthodes relatives aux données, y compris le Cadre mondial de suivi des zones urbaines⁴⁰, qui offre une structure complète pour suivre les progrès vers l'objectif 11, le Nouveau Programme pour les villes et d'autres cibles liées aux villes, en veillant à ce que les données soient comparables dans tous les contextes et adaptées aux réalités locales.

C. Conclusions concernant l'amélioration de la coopération avec les administrations locales et régionales

69. En tant que coprésident permanent de la coalition Local2030 et conformément à son plan stratégique pour la période 2026-2029, ONU-Habitat reste déterminé à aider les administrations locales et régionales à territorialiser les objectifs de développement durable et à améliorer l'avenir urbain de tou(te)s. S'appuyant sur les initiatives décrites dans le présent rapport et l'Engagement de Séville, adopté par la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement et approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 79/323, ONU-Habitat poursuivra ses efforts pour combler les lacunes en matière de connaissances, de données, de politiques et de mise en œuvre.
70. Parallèlement à cela, conformément à la mesure 55 e) du Pacte pour l'avenir, le Secrétaire général a présenté à la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale un rapport contenant des recommandations sur la façon dont les échanges avec les autorités locales et régionales pourraient faire progresser le Programme 2030 et notamment contribuer à la territorialisation des objectifs de développement durable (A/79/968). ONU-Habitat a été chargé de diriger l'établissement de ce rapport, en s'appuyant sur les recommandations du Conseil consultatif du Secrétaire général en matière d'administrations locales et régionales.
71. Pour la suite, ONU-Habitat explore de nouvelles pistes afin de renforcer son soutien aux autorités locales et régionales, notamment en tirant parti de son expertise en matière de coopération financière décentralisée pour multiplier les possibilités de mobilisation de ressources de ville à ville et de région à région.

⁴⁰ Des informations relatives à l'assistance à l'utilisation des données d'ONU-Habitat sont disponibles à l'adresse suivante : <https://data.unhabitat.org/>.

V. Bilan des initiatives de prévention et de gestion des crises urbaines

A. Progrès en matière d'appui normatif

72. ONU-Habitat contribue activement à la réforme de l'action humanitaire, qui est dirigée par le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence. L'objectif est d'adapter le système d'action humanitaire aux ressources disponibles et de s'orienter vers des interventions plus territorialisées et intégrées, en accord avec les priorités des populations, tout en se concentrant sur l'aide d'urgence à la survie. ONU-Habitat est en train de recalibrer la valeur ajoutée qu'il apporte au système d'action humanitaire, notamment en ce qui concerne son approche basée sur les zones de peuplement et l'établissement rapide de profils urbains pour appuyer la coordination par zone. Au cours de la Semaine des réseaux et partenariats humanitaires, en mars 2025, ONU-Habitat a dirigé une session sur les moyens de surmonter les obstacles systémiques aux interventions humanitaires intégrées et localisées.

73. En collaboration avec l'Institut international pour l'environnement et le développement et le JIPS (Joint IDP Profiling Service – Service commun de profilage des personnes déplacées), ONU-Habitat a contribué au rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays, établi pour examen par l'Assemblée générale à sa quatre-vingtième session (A/80/212). Cette contribution s'est appuyée sur les travaux normatifs et opérationnels menés par ONU-Habitat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'action du Secrétaire général sur les déplacements internes. ONU-Habitat a également soutenu la tenue de consultations avec les maires, conjointement avec Cités et gouvernements locaux unis.

74. À la suite de l'annonce de contribution multipartite en matière d'établissements humains durables résilients face aux changements climatiques à l'intention des réfugié(e)s et de leurs communautés d'accueil, codirigée par le Gouvernement éthiopien et ONU-Habitat lors du Forum mondial sur les réfugiés, qui s'est tenu en décembre 2023, une collaboration entre ONU-Habitat, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la Banque mondiale a été inaugurée en marge de la reprise de la deuxième session de l'Assemblée d'ONU-Habitat, en mai 2025, pour soutenir la transformation des camps de réfugié(e)s et des sites pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en établissements humains durables. Cette collaboration prépare le terrain pour une étude technique exhaustive dans six pays, en octobre 2025 : le Tchad, l'Éthiopie, le Kenya, la Mauritanie, le Mozambique et la Somalie.

B. Progrès accomplis dans le soutien aux pays touchés par une crise

75. De janvier à juin 2025, ONU-Habitat a continué à soutenir les établissements humains touchés par des conflits et des catastrophes dans plusieurs pays⁴¹. Les conditions dans la bande de Gaza ne permettent toujours pas d'établir un rapport complet sur l'état d'avancement de l'élaboration des activités visant à reconstruire les établissements humains sur ce territoire.

⁴¹ Les pays concernés comprennent ceux auxquels il est fait référence dans le document du Conseil exécutif présentant les exposés sur l'action d'ONU-Habitat dans les pays, les territoires et les régions touchés par un conflit ou une catastrophe (HSP/EB.2022/INF/4).

<i>Pays</i>	<i>Bureau régional</i>	<i>Prévention</i>	<i>Intervention en situation de conflit</i>	<i>Intervention en cas de catastrophe naturelle</i>	<i>Déplacement forcé</i>	<i>Nouvelles activités janvier-juin 2025</i>
Afghanistan	BRAP	X	X	X	X	ONU-Habitat a soutenu des projets communautaires sur les abris, les droits au logement, à la terre et à la propriété (HLP), les services de base et les infrastructures résilientes face aux changements climatiques dans les zones à fort taux de retour, avec le soutien de l'Agence japonaise de coopération internationale et du fonds d'affectation spéciale pour l'Afghanistan. Une aide au logement provisoire continue d'être fournie en réponse aux besoins croissants des personnes de retour.
Burkina Faso	BRAF	S.O.	X	S.O.	X	Les travaux se sont concentrés sur la mise en place de solutions durables pour les personnes déplacées dans leur pays et les communautés d'accueil et sur le renforcement des capacités locales à répondre aux crises liées aux déplacements. Les efforts ont également permis de faire progresser la planification des investissements territoriaux transfrontières pour la prévention et la gestion des crises, en particulier en ce qui concerne le Mali et le Niger.
Colombie	BRALC	S.O.	S.O.	S.O.	X	ONU-Habitat a soutenu l'inclusion d'une forte composante logement dans le projet de stratégie nationale avec une approche par zone dans sept villes. Les solutions sont élaborées en collaboration avec les communautés et les administrations locales. Une liste d'indicateurs de mesure territoriale a été dressée pour appuyer le suivi des solutions durables.
État de Palestine	BREA	S.O.	X	S.O.	X	À Gaza, ONU-Habitat a fourni de l'eau potable à 35 000 personnes déplacées grâce à des systèmes de distillation d'eau fonctionnant à l'énergie solaire. En collaboration avec le PNUE, la mesure des débris a été mise à jour grâce à l'évaluation des dégâts de l'UNOSAT. La mise en œuvre d'un projet de relèvement rapide d'urgence et de renforcement de la résilience a commencé en mars 2025 en vue de la reconstruction de la bande de Gaza, financé par le Gouvernement japonais, afin de renforcer la résilience et de jeter les bases d'une reconstruction durable.
Éthiopie	BRAF	X	S.O.	S.O.	X	Dans le camp de Qoloji, ONU-Habitat soutient le recensement, la décongestion et un plan d'action pour l'intégration des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Des travaux d'aménagement des espaces publics sont en cours. Dans la région Somali et la région d'Oromiya, des solutions durables progressent grâce à des plans d'aménagement du territoire, au renforcement des capacités, à la gestion des déchets et à la défense des droits au logement, à la terre et à la propriété.

<i>Pays</i>	<i>Bureau régional</i>	<i>Prévention</i>	<i>Intervention en situation de conflit</i>	<i>Intervention en cas de catastrophe naturelle</i>	<i>Déplacement forcé</i>	<i>Nouvelles activités janvier-juin 2025</i>
Guinée-Bissau	BRAF	S.O.	X	S.O.	S.O.	Deux projets du Fonds pour la consolidation de la paix ont été lancés, axés sur la prévention des conflits et des crises au niveau communautaire en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles dans les régions de Bafatá et Gabú et le bassin versant Koliba-Corubal.
Iraq	BREA	X	X	X	X	Des travaux sont en cours sur la réforme de la législation foncière, la mise au point d'un cadastre et d'un registre foncier électroniques afin de garantir la sécurité foncière des personnes déplacées dans leur propre pays et des personnes de retour. Une assistance juridique est fournie aux personnes déplacées dans leur pays et aux personnes de retour pour leur permettre de présenter des demandes d'indemnisation concernant leurs biens endommagés ou détruits. La mise en place de projets de logements sociaux pour les personnes déplacées au sein du pays et les personnes de retour se poursuit.
Liban	BREA	X	X	X	X	ONU-Habitat a finalisé la normalisation de l'évaluation des dégâts et a établi une évaluation des dégâts au niveau des bâtiments. Il a contribué à l'évaluation du relèvement du Liban et a élaboré des consignes générales sur la réparation et la reconstruction.
Mali	BRAF	S.O.	X	S.O.	X	Planification des investissements territoriaux transfrontières pour la prévention et la gestion des crises (avec le Burkina Faso et le Niger)
Mauritanie	BRAF	S.O.	S.O.	S.O.	X	Discussions en cours avec le HCR et l'Union européenne pour obtenir le financement d'une proposition conjointe de plan d'aménagement du territoire dans la région de Hodh ech Chargui afin d'accueillir les réfugié(e)s et de favoriser l'intégration dans la communauté d'accueil et l'autonomie.
Mozambique	BRAF	X	X	X	X	La majeure partie du portefeuille de reconstruction post-cyclone Idai a été finalisée (une des initiatives a été touchée par les coupes budgétaires de l'Agence des États-Unis pour le développement international). De nouveaux projets ont été entrepris sur la gestion des terres et des implantations dans les contextes de déplacements et sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix, avec l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix et de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement. Deux initiatives de résilience urbaine ont été lancées avec le soutien du Gouvernement norvégien.

<i>Pays</i>	<i>Bureau régional</i>	<i>Prévention</i>	<i>Intervention en situation de conflit</i>	<i>Intervention en cas de catastrophe naturelle</i>	<i>Déplacement forcé</i>	<i>Nouvelles activités janvier-juin 2025</i>
Myanmar	BRAP	X	X	X	X	Après le séisme de magnitude 7,7 qui a frappé le Myanmar le 28 mars 2025, ONU-Habitat s'est joint à l'évaluation rapide des besoins, a mené des évaluations des dégâts et a fourni un soutien d'urgence en Eau, Assainissement et Hygiène pour tou(te)s par l'intermédiaire de son initiative Water for Life. Un plan d'intervention post-séisme à plus long terme a été établi, mettant l'accent sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène, le logement, les droits au logement, à la terre et à la propriété et le relèvement des populations.
Népal	BRAP	X	S.O.	X	S.O.	Un partenariat coréen s'attaque à la privation de terres dans quatre municipalités au moyen d'une planification de l'utilisation des terres sensible au climat, et ONU-Habitat, conjointement avec le PNUD, soutient le relèvement rapide dans cinq municipalités touchées par le tremblement de terre au moyen d'infrastructures communautaires et de bâtiments publics provisoires.
Niger	BRAF	S.O.	X	S.O.	X	Planification des investissements territoriaux transfrontières pour la prévention et la gestion des crises (avec le Mali et le Burkina Faso).
Pakistan	BRAP	X	S.O.	X	S.O.	Début de la mise en œuvre du projet visant à promouvoir un développement urbain inclusif et durable et la cohésion sociale entre les réfugié(e)s afghan(e)s et les communautés d'accueil dans cinq villes des provinces de Khyber Pakhtunkhwa, du Baloutchistan et du Sind.
Philippines	BRAP	X	X	X	S.O.	Renforcement des institutions de prévention des catastrophes et facilitation d'un plan d'aménagement du territoire sur 26 ans pour la Région autonome bangsamoro en Mindanao musulmane, tenant compte des risques pour la sécurité et des objectifs de paix. Soutien au Gouvernement pour la fourniture de logements résilients et culturellement appropriés et de moyens de subsistance durables aux familles autochtones Sama-Bajau basées en mer et déplacées par le typhon Rai dans la ville de Surigao.
République arabe syrienne	BREA	X	X	X	X	ONU-Habitat a soutenu l'Autorité de transition dans les efforts de relèvement urbain au moyen d'évaluations des dégâts, du profilage des villes, de la planification du relèvement, d'une stratégie nationale du logement, de la réhabilitation des logements, de la restauration des services municipaux, des droits au logement, à la terre et à la propriété et de l'amélioration des établissements informels.

<i>Pays</i>	<i>Bureau régional</i>	<i>Prévention</i>	<i>Intervention en situation de conflit</i>	<i>Intervention en cas de catastrophe naturelle</i>	<i>Déplacement forcé</i>	<i>Nouvelles activités janvier-juin 2025</i>
République démocratique populaire lao	BRAP	X	S.O.	X	S.O.	En tant que codirecteur du groupe des abris, ONU-Habitat a mis à jour le plan d'urgence interinstitutions, effectué un exercice de simulation avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires afin de tester l'état de préparation du groupe, et effectué une évaluation rapide des besoins dans les cinq provinces les plus touchées par les inondations à la suite du cyclone Wipha. Dans le cadre du Programme régional « RISE-UP: Resilient Settlements for the Urban Poor », ONU-Habitat a réalisé une évaluation des vulnérabilités à plusieurs niveaux afin d'élaborer des stratégies d'adaptation au niveau des villes.
Somalie	BRAF	S.O.	X	X	X	Politique de logement favorable aux pauvres, réinstallation sur des terrains publics et solutions durables conjointes intégrant la planification des établissements, la sécurité des droits fonciers et les moyens de subsistance.
Soudan	BREA	X	X	S.O.	X	ONU-Habitat et le HCR mènent un exercice de profilage de la ville avec les autorités locales de Port Soudan pour évaluer l'impact des afflux de personnes déplacées dans le pays sur les services et élaborer un plan de relèvement. ONU-Habitat et le Conseil norvégien pour les réfugiés coprésident le sous-groupe de travail sur les droits au logement, à la terre et à la propriété, qui s'intéresse à l'incidence de ces droits sur les personnes déplacées à travers le Soudan.
Soudan du Sud	BRAF	S.O.	S.O.	S.O.	X	ONU-Habitat et le HCR ont fait progresser leur partenariat sur la planification intégrée des implantations. Des missions de cadrage conjointes ont été menées au Soudan du Sud, notamment à Aweil, Djouba, Malakal et Wedweil. Les travaux étaient axés sur l'intégration spatiale et socio-économique des camps de réfugié(e)s dans les villes d'accueil, notamment la planification du marché à Wedweil.
Sri Lanka	BRAP	X	X	X	S.O.	Collecte de données (évaluation des vulnérabilités à plusieurs niveaux) sur l'impact des changements climatiques, de la dégradation de la biodiversité et de l'urbanisation dans des zones cibles.
Tchad	BRAF	S.O.	S.O.	S.O.	X	À Farchana, avec le financement du HCR, ONU-Habitat pilote une initiative d'aménagement urbain intégré pour améliorer la gestion de l'utilisation des terres, les services de base, la gouvernance foncière et la cohésion sociale face à l'afflux massif de réfugié(e)s en provenance du Soudan, dans le but d'étendre l'approche à d'autres villes de l'est du Tchad.

<i>Pays</i>	<i>Bureau régional</i>	<i>Prévention</i>	<i>Intervention en situation de conflit</i>	<i>Intervention en cas de catastrophe naturelle</i>	<i>Déplacement forcé</i>	<i>Nouvelles activités janvier-juin 2025</i>
Ukraine	S.O.	S.O.	X	S.O.	X	ONU-Habitat soutient le relèvement de l'Ukraine en matière de politiques et au niveau local, en contribuant à une stratégie nationale du logement et à un code du développement urbain et en s'associant à huit municipalités pour l'aménagement urbain. La collaboration avec les universités et les groupes de réflexion renforce l'expertise nationale en matière de planification et d'urbanisme, d'économie et de gouvernance.
Yémen	BREA	X	X	S.O.	X	Réseau de femmes pour le logement, la terre et la propriété et alliance juridique avec le Ministère de la justice, aide financière pour la sécurité des droits fonciers, la réhabilitation des logements, les activités de l'initiative Eau, Assainissement et Hygiène pour tous (WASH) et les abris provisoires, en sus des projets afférents aux changements climatiques.

Abréviations : BRAF – Bureau régional pour l'Afrique ; BRALC – Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; BRAP – Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique ; BREA – Bureau régional pour les États arabes ; PNUD – Programme des Nations Unies pour le développement ; PNUE – Programme des Nations Unies pour l'environnement ; HCR – Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; UNOSAT – Centre satellitaire des Nations Unies ; WASH – eau, assainissement et hygiène.